



La newsletter de la fédération UMP des Yvelines

Novembre 2011

Médias : parole à la Majorité

Impression d'overdose socialiste dans les médias durant les primaires ? Non, réalité ! Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) a rappelé à l'ordre les trois chaînes d'information iTélé, LCI et BFM-TV ainsi que les radios Europe 1 et France Inter pour avoir contrevenu aux règles de temps de parole politique, en ayant largement favorisé le PS. Après ce hold-up médiatique, la parole doit se trouver désormais dans le camp de la Majorité, histoire de rétablir des vérités de fond et de monter au créneau sur les vrais problèmes de la France et les mesures d'envergure prises par le gouvernement.

Augmentation de la taxe sur les mutuelles : une mesure équitale et responsable

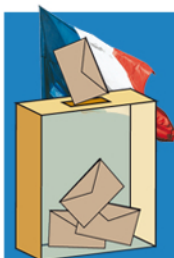
Aux crispations à l'égard du changement, opposons la pédagogie et le bon sens politique. En vertu du principe d'équité et de l'effort partagé, l'exonération des mutuelles solidaires, alors que les autres contrats sont taxés à 7%, n'a pas de raison légitime de subsister. A la clé : 1,1 milliard d'économies pour notre pays. Argument supplémentaire : ces mutuelles qui sont bénéficiaires des économies réalisées par l'Assurance Maladie depuis quatre ans à hauteur de 11Mds€, sont en capacité de ne pas répercuter la taxe sur leurs adhérents, comme l'a annoncé dernièrement la GMF. A noter que les efforts reposent de façon équilibrée sur tous les acteurs de la santé, y compris les laboratoires pharmaceutiques qui devront baisser de 600 millions d'euros les prix de médicaments trop onéreux.

Les Yvelines, département d'avenir pour le véhicule du futur

Notre Département sous l'impulsion de son Président Alain Schmitz renouvelle sa volonté d'être leader dans l'aide à la recherche et au développement de nouveaux modèles de véhicules électriques. Le Conseil général lance son deuxième appel à projet "véhicule intelligent - ville du futur" : les lauréats se partageront 3 millions d'euros pour créer en un an le véhicule du futur dans les Yvelines. Le premier département automobile de France applique une politique volontariste pour pallier la crise et pour éviter qu'elle soit une fatalité... Les Yvelines misent sur l'avenir !

NICOLAS SARKOZY : Affronter l'avenir ensemble

C'est un chef d'Etat « à la manœuvre » et qui le restera jusqu'aux derniers instants de son mandat. Le Président de la République s'est exprimé à l'issue du sommet historique de Bruxelles. Il a rendu compte devant les Français des décisions capitales qui ont été prises dans le contexte actuel d'extrême gravité qui engage l'avenir de l'Europe et la stabilité du monde. Il a parlé vrai, en annonçant la révision à la baisse du taux de croissance prévu et la nécessité qui en découlera de dégager entre 6 et 8 Mds d'euros supplémentaires d'économies dans les semaines qui viennent. Il a rappelé la part des responsabilités de tous et la vérité des faits : aucun budget à l'équilibre depuis 1974 et une facture de la dette considérablement alourdie par le non sens de l'abaissement de l'âge de la retraite en 1983, puis des 35 heures en 2000 ! Depuis 2007, seules des réformes et des mesures volontaristes comme celle des retraites, comme la diminution des dépenses publiques, ont contribué à la protection de nos concitoyens, à la différence de nombreux pays voisins. Mais le Président a aussi tracé des chemins d'avenir. Dans le sillage d'un progressif retour à l'équilibre budgétaire, avec des dépenses en baisse pour la première fois depuis 1945, des pistes nouvelles se dessinent : des stratégies européennes-la convergence économique et fiscale avec l'Allemagne, des valeurs et des ambitions pour notre pays- la défense de notre modèle social, le refus de l'assistantat, les investissements d'avenir dans la recherche, l'innovation, la relance économique. A l'horizon 2012, le Président aura « fait son devoir » et montré une fois encore que « là où il y a une volonté, il y a un chemin. »



Au vote, citoyen !

Les mesures fiscales et sociales ruineuses annoncées par le PS ne doivent pas éclipser une proposition emblématique qui refait tout naturellement surface : le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales. Véritable « serpent de mer » puisqu'elle faisait partie des 110 propositions de François Mitterrand en 1981, elle porte témoignage à la fois du caractère profondément passéiste de la gauche actuelle et des valeurs qui nous séparent. C'est le moment de réaffirmer ces dernières haut et fort.

Le droit de vote s'inscrit dans une conception de la citoyenneté inaliénable, garantie de l'égalité de tous. Cela suppose : 1- la citoyenneté française comme condition *sine qua non* du vote 2- l'égalité de traitement de tous les électeurs à tous les types d'élections.

A la démagogie et à l'idéologie, à un processus électoral « à deux vitesses », nous préférons les mesures visant à faciliter une démarche personnelle d'intégration à la Nation française, conduisant sur la voie de la naturalisation. Objectif : être citoyen à part entière !

LE PROJET SOCIALISTE, l'illusion qui nous perdra !

255 milliards d'euros !!!! Voici le coût réel du projet socialiste porté par leur candidat à l'élection présidentielle. Alors que l'opposition actuelle veut créer l'espoir en reprenant les vieilles recettes, la Majorité Présidentielle dénonce fortement la dérive des dépenses publiques proposée par les illusionnistes socialistes. Création de 300 000 emplois d'avenir (ex emplois jeunes), recrutement de fonctionnaires, retour à la retraite à 60 ans, ces idées démagogiques et sans fondement jettent de la poudre aux yeux...

La Majorité Présidentielle continue de son côté à agir pour faire face à la réalité !